

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

DIX-HUITIÈME SESSION

Documents officiels



**DEUXIÈME COMMISSION, 935^e
SÉANCE**

Jeudi 21 novembre 1963,
à 15 h 15

NEW YORK

SOMMAIRE

	Pages
<i>Point 33 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Développement économique des pays sous-développés (suite):</i>	
c) <i>Décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et renforcement des commissions économiques régionales (suite).....</i>	361
a) <i>Planification en vue du développement économique: rapport du Secrétaire général (suite).....</i>	362
b) <i>Action de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du développement industriel: rapport du Conseil économique et social (suite).....</i>	366

Président: M. Ismael THAJEB (Indonésie).

En l'absence du Président, M. Fernandini (Pérou), vice-président, prend la présidence.

POINT 33 DE L'ORDRE DU JOUR

Développement économique des pays sous-développés (A/5532) [suite]:

c) Décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et renforcement des commissions économiques régionales (E/3786, E/3798, A/5584, A/C.2/L.742/Rev.1) [suite]

1. M. VIDAL ZAGLIO (Uruguay) déclare que le rapport du Secrétaire général (E/3786) et le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/5584) indiquent que des progrès satisfaisants ont été accomplis dans la mise en œuvre de la politique de décentralisation définie trois ans auparavant par l'Assemblée générale et le Conseil économique et social. Il accueille donc favorablement le projet de résolution (A/C.2/L.742/Rev.1) et notamment les efforts faits en vue de faire face aux besoins des Etats Membres qui ne sont membres d'aucune commission économique régionale. L'amendement ukrainien (A/C.2/L.762) semble superflu. Le premier et le troisième amendement soudanais (A/C.2/L.763) sont presque identiques, et le second amendement aurait pour effet de diminuer l'importance qu'on attache au Bureau des Nations Unies à Beyrouth.

2. M. GHAUS (Afghanistan) rappelle que le mot "décentralisation" a été utilisé dès la création de la première commission économique régionale. En fait, il correspond à un accroissement de l'efficacité du mécanisme des Nations Unies. Toutefois, au cours des dernières années, on s'est efforcé de décentraliser les activités de l'Organisation des

Nations Unies sans chercher à maintenir un juste équilibre entre celles du Siège et celles des bureaux régionaux. Dans l'intérêt de la coordination, de l'efficacité et de l'économie, un grand nombre d'activités de l'Organisation des Nations Unies, en raison de leur nature même, doivent être centralisées au Siège.

3. M. Ghaus rappelle quelles sont les vues de sa délégation sur la question de la décentralisation, telles qu'elles ont été exposées à la trente-deuxième session du Conseil (1156^{ème} séance). En tant que membre de la CEAE, la délégation afghane tient à ce que cette commission soit renforcée, ainsi que toutes les autres, de façon qu'elles puissent mener à bien les projets de caractère purement régional. Etant donné que les commissions économiques régionales doivent plus ou moins fonctionner selon un système unique, applicable à toute une région composée de pays très différents, l'assistance fournie, notamment s'il s'agit de la programmation par pays, risque d'être sans utilité en pratique. Par conséquent, en ce qui concerne les projets nationaux, les pays en voie de développement devraient avoir des contacts directs avec le Siège. Sous ce rapport, le rôle des représentants résidents devrait être renforcé. Chaque pays devrait pouvoir choisir librement les programmes à élaborer au niveau national par le gouvernement lui-même. La décentralisation doit s'opérer dans l'équilibre et il faut l'entreprendre avec une extrême prudence. La pénurie de personnel suffisamment formé dans les pays en voie de développement est très grave. Il convient de ne pas perdre de vue le problème difficile qui consiste à recruter du personnel qualifié pour les commissions économiques régionales sans priver les pays des services de fonctionnaires expérimentés, car il est entendu que le personnel de ces commissions doit se composer de ressortissants des pays de la région. Dans le cas où une commission doit s'acquitter de lourdes tâches avec un personnel médiocre, faut-il accepter un organisme de niveau moindre dans le seul but de réaliser la décentralisation?

4. La délégation de l'Afghanistan accepte le projet de résolution, car il correspond au désir légitime qu'ont les pays arabes du Moyen-Orient de renforcer le Bureau des Nations Unies à Beyrouth. Toutefois, le mot "énergiquement", au paragraphe 1, peut prêter à confusion. On aurait pu rédiger différemment les paragraphes 2 à 5 afin de souligner la nécessité d'établir des contacts directs entre les pays bénéficiaires et le Siège. M. Ghaus estime, comme le représentant de la Nouvelle-Zélande, que l'emploi du mot "accélérée" au paragraphe 8 est regrettable. Il appuie l'idée d'un renforcement du Bureau des Nations Unies à Beyrouth, à condition que les auteurs du projet n'essaient pas d'appliquer de nouvelles mesures ou de nouveaux concepts, comme l'a indiqué le représentant de la Jordanie (930^{ème} séance). Si

le texte est à nouveau modifié, M. Ghaus devra reconsidérer sa position.

5. M. WHYTE (Royaume-Uni) déclare que sa délégation a constamment appuyé la politique de décentralisation, définie dans la résolution 1823 (XVII) de l'Assemblée générale et dans la résolution 955 (XXXVI) du Conseil économique et social. Il accepte les assurances données par le représentant de la Jordanie selon lesquelles le projet de résolution ne vise pas à appliquer de nouvelles mesures ou de nouveaux concepts, mais il se demande si l'on ne pourrait pas abrégier le texte. Ainsi, comme il est indiqué au paragraphe 4 du dispositif, la création d'un groupe de coordination des activités d'assistance technique au sein du Bureau des Nations Unies à Beyrouth est déjà prévue dans la résolution 955 (XXXVI) du Conseil. Il ne semble guère utile de répéter cette recommandation au paragraphe 6. De plus, il paraît superflu d'indiquer au paragraphe 5 que les commissions économiques régionales et le Bureau des Nations Unies à Beyrouth sont, dans les diverses régions, les principaux organes des Nations Unies dans les domaines économique et social. C'est peut-être une excellente idée que d'inviter le Directeur du Bureau des Nations Unies à Beyrouth à assister aux réunions annuelles des secrétaires exécutifs des commissions, mais est-il bien nécessaire de faire figurer une telle demande dans une résolution de l'Assemblée générale? Le paragraphe 7 pourrait donc être supprimé.

6. L'amendement ukrainien semble indiquer qu'il convient de renforcer de la même façon les quatre commissions économiques régionales; toutefois, la Commission peut estimer qu'il est plus urgent de renforcer la CEAEO, la CEPAL et la CEA, qui comprennent la plupart des pays en voie de développement, que la CEE, dont les membres sont pour la plupart des pays industriels. En tout cas, l'amendement aurait pour effet de confirmer ce qui n'a jamais existé.

7. M. Whyte appuie les observations présentées par le représentant de la France à la séance précédente au sujet du premier amendement soudanais, et il préfère que le rapport du Secrétaire général soit soumis à l'Assemblée générale à sa vingtième session, et non à sa dix-neuvième session.

8. M. HOLMES (Irlande) appuie le projet de résolution, mais suggère de combiner le paragraphe 6 avec le paragraphe 4 en ajoutant à la fin de ce dernier les mots suivants: "et la possibilité de créer au sein de ce bureau un groupe de coordination des activités d'assistance technique". On pourrait également supprimer le paragraphe 7.

9. Mme GINOR (Israël) rappelle que les auteurs du projet de résolution ont nié toute intention de créer une commission économique régionale au Moyen-Orient. S'il en est bien ainsi, il n'y a aucune raison de parler du Bureau des Nations Unies à Beyrouth. Mme Ginor propose donc qu'il n'en soit pas fait mention, d'autant plus que, dans le projet de résolution, il est placé invariablement sur un pied d'égalité avec les autres commissions économiques régionales. Elle suggère également de remplacer le paragraphe 6 par le texte suivant:

"Prie le Conseil économique et social d'examiner plus avant la question d'un Bureau des Nations Unies à Beyrouth, compte tenu du principe de la liberté d'accès aux organes des Nations Unies dans les différentes régions".

10. M. AHMED (Soudan) souligne que les amendements soudanais, loin de rompre l'équilibre du projet de résolution, comme l'affirme le représentant de la Nouvelle-Zélande, l'amélioreront. Sans les additions proposées, le texte serait incomplet. Quelques représentants ont émis des doutes sur la proposition relative à l'évaluation, dans le troisième amendement. Cependant, il est évident que l'Assemblée générale a le droit de connaître les résultats de ses décisions, afin d'être à même de prendre de nouvelles mesures. Il ne semble pas exagéré de demander au Secrétaire général de soumettre son rapport à la dix-neuvième session de l'Assemblée générale. Plus tôt le rapport sera établi, mieux cela vaudra. Il n'y a aucun inconvénient à insérer dans le paragraphe 2 le nouvel alinéa *b* proposé dans le premier amendement: cela signifierait simplement que l'Assemblée générale approuve une mesure déjà prise. Certains représentants ont prétendu qu'une décentralisation plus poussée risquerait de porter atteinte à la souveraineté des Etats en ce qui concerne la réalisation des projets nationaux. Mais on pourrait en dire autant des projets régionaux. Il n'est pas question que l'Organisation des Nations Unies impose sa volonté aux pays; il s'agit de permettre aux gouvernements d'obtenir une assistance s'ils le désirent.

a) Planification en vue du développement économique: rapport du Secrétaire général (A/5533/Rev.1, A/C.2/L.744/Rev.1) [suite]

11. M. SMID (Tchécoslovaquie) présente le texte révisé du projet de résolution (A/C.2/L.744/Rev.1), qui tient compte des amendements oraux de la Hongrie et du Mexique (933ème séance).

12. M. SOLODOVNIKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que l'Organisation des Nations Unies accorde de plus en plus d'attention à la planification économique, qui a démontré sa supériorité par rapport à l'économie de marché chaotique qui règne dans de nombreux pays. Depuis des années, l'ONU se demande quel est le meilleur moyen d'assurer le développement économique: planification centrale d'Etat ou mécanisme des marchés sans intervention de l'Etat. La position soviétique est fondée sur le principe que la question est déjà résolue et que l'Organisation doit maintenant mettre en pratique des méthodes de planification économique, notamment dans les pays en voie de développement. L'Organisation doit s'occuper d'élaborer des méthodes de planification déterminées, de délimiter la portée de la planification, d'établir des organes de planification et de définir leurs fonctions.

13. L'étude intitulée Planification en vue du développement économique (A/5533/Rev.1) s'efforce pour la première fois de donner une description concise de la planification en vue du développement, telle qu'elle est appliquée dans les pays ayant des systèmes sociaux différents. Cette étude est satisfaisante dans l'ensemble, mais contient des affirmations auxquelles on ne peut souscrire. Les méthodes de planification des pays ayant des systèmes sociaux différents s'y trouvent analysées, mais il convient de souligner que le principe de la planification diffère d'un pays à l'autre. Ainsi, la planification pratiquée dans les pays capitalistes industriels est radicalement différente de celle que connaissent les pays socialistes et se caractérise par les particularités suivantes, comme l'indique l'étude: l'élaboration des plans est fondée sur le niveau probable de la demande finale, établi d'après des critères d'ensemble sur la

base d'estimations; les plans du secteur public ont un caractère réaliste et sont obligatoires, alors que les objectifs fixés pour le secteur privé reposent sur des estimations et correspondent aux résultats qui sont jugés souhaitables; il n'existe pas de système détaillé d'indicateurs économiques.

14. Cependant, de l'avis de la délégation soviétique, ce n'est pas seulement par la méthode d'élaboration des plans que le système capitaliste et le système socialiste diffèrent entre eux. Les plans varient selon la nature des problèmes et la situation économique de chaque pays, mais ils ont un trait commun: ils doivent être réalisés. Autrement, ils resteraient des exercices purement théoriques. Comme le souligne l'étude, dans les économies d'entreprise privée ou dans les économies mixtes, il s'agit moins d'élaborer que d'exécuter les plans, et l'exécution est généralement tracée dans ses grandes lignes et repose sur des mesures qui ne sont liées que de façon assez lâche aux objectifs du plan. Le seul secteur de l'activité économique où le lien entre les objectifs du plan et les mesures nécessaires à leur réalisation est direct et étroit est le secteur public. Selon M. Solodovnikov, c'est là que réside la différence essentielle de méthode, et donc de conception en matière de planification. Les pays qui n'admettent que le secteur public ou qui lui font une place dominante utilisent, à proprement parler, la planification en vue du développement économique. Dans les pays capitalistes industriels, caractérisés par l'anarchie des marchés privés, il est impossible d'établir ce lien direct. Ainsi, la condition nécessaire d'une économie véritablement planifiée est l'existence d'un secteur public important qui guide l'activité économique du pays.

15. On peut adresser une grave critique aux auteurs de l'étude: ils n'ont pas donné de définition claire et précise du mot "planification" au début de leur ouvrage. S'ils l'avaient fait, on aurait constaté qu'il n'y a pas vraiment de planification dans les pays capitalistes et que tout au plus l'Etat intervient dans le secteur privé pour assurer une certaine régulation. Ce n'est que dans le secteur public qu'il existe une planification directe, si rudimentaire qu'elle soit. La délégation soviétique a déjà exposé en détail son opinion à ce sujet à la troisième session du Comité du développement industriel.

16. Les conditions nécessaires à une planification optimum doivent être réunies au niveau national et international. Au niveau national, les pays qui s'engagent dans la voie de la planification économique doivent veiller à renforcer et à intensifier le rôle du secteur public et à limiter l'action incohérente du secteur privé. Au niveau international, les Etats qui octroient une assistance économique aux pays en voie de développement, ainsi que les organisations internationales telles que l'Organisation des Nations Unies et le Fonds spécial, doivent fournir leur aide économique, financière et technique de telle façon que le secteur d'Etat se trouve renforcé et forme la base du développement économique, conformément à des principes établis. Les organisations économiques et financières internationales doivent coordonner leurs politiques et leurs activités avec les plans de développement économique des pays en voie de développement.

17. Le commerce international et les transactions financières avec les pays en voie de développement devraient être fondés sur des accords à long terme

qui tiendraient compte des plans de développement nationaux. Il faudrait donner une plus large publicité à l'expérience de l'URSS et des autres pays socialistes dans ce domaine. Malheureusement, l'étude du groupe d'experts ne fait pas mention de cette expérience. La délégation soviétique espère que le Secrétariat comblera cette lacune dans ses rapports ultérieurs sur la planification. Il est essentiel de poser en principe que les investisseurs privés étrangers devront respecter les plans économiques nationaux et le rôle de l'Etat dans l'économie nationale.

18. Un autre défaut de l'étude est que ses auteurs s'inspirent aveuglément des théories économiques occidentales. Ainsi, il est dit au paragraphe 50 que le choix entre les projets à l'intérieur des divers secteurs a parfois été difficile du fait que le coût des facteurs de production aux prix du marché ne correspond pas exactement à leur rareté relative. Or, les publications soviétiques et plusieurs économistes occidentaux ont à juste titre critiqué ce concept, qui tend à remplacer la théorie de la valeur-travail par la théorie insoutenable de l'utilité marginale. Toutes les théories et conceptions économiques ont le droit de figurer également dans les documents des Nations Unies. La partie de l'étude qui traite de la planification dans les pays socialistes ne donne qu'une brève description de la nature, des méthodes et de l'organisation de la planification dans ces pays. Cependant, cette étude mérite des éloges, car c'est le premier document des Nations Unies qui décrit la planification économique nationale dans les pays socialistes.

19. La partie de l'étude qui traite du système de planification économique dans les pays socialistes contient tant de généralisations que le lecteur ne peut se faire une idée claire de ce système. Les auteurs, semble-t-il, sont tellement préoccupés par les définitions qu'ils ont compliqué les idées les plus simples; ainsi, le chapitre relatif à la formulation des plans n'indique que trois caractéristiques évidentes, à savoir que la planification est globale, qu'elle se traduit par des directives et qu'il existe des rapports étroits entre les plans à long terme et les plans courants. L'étude passe sous silence des particularités importantes, telles que la possession par l'Etat des moyens de production, l'unification de la structure politique et économique, la centralisation et le contrôle des plans, le développement équilibré de leurs éléments constitutifs et les méthodes de planification scientifique. Enfin, la méthode des balances et la méthode des estimations techniques et économiques ne sont pas clairement décrites. Cependant, les auteurs ont joint à ce document une annexe dans laquelle le professeur Bor, expert soviétique, expose de façon plus détaillée les méthodes de planification employées en Union soviétique.

20. Pour terminer, M. Solodovnikov dit que la délégation soviétique appuiera le projet de résolution et exprime l'espoir que le Secrétariat tiendra compte de ses observations lorsqu'il préparera d'autres documents sur la planification économique.

21. M. SIMHA (Inde) déclare que l'étude du groupe d'experts sur la planification en vue du développement économique est fort utile et mérite des éloges, en dépit de ses imperfections. Comme l'a dit le Secrétaire général dans la préface de ce document, il existe sans nul doute une grande diversité dans les méthodes de planification, mais ces différences sont inévitables.

22. En 1951, l'Inde s'est engagée dans la voie de la planification économique; le troisième plan est en cours d'exécution et le Gouvernement prépare actuellement le quatrième plan quinquennal. Les résultats obtenus sont bien connus, car l'Inde a publié de nombreux livres et statistiques à ce sujet. Une conférence des planificateurs économiques d'Asie a eu lieu à New Delhi en 1961. La planification a élargi les perspectives de l'économie et lui a donné du dynamisme. L'Inde favorise des méthodes pragmatiques de planification et, si le secteur public joue un rôle prédominant dans les investissements, le secteur privé est également très important. L'Inde a reçu l'aide de nombreux pays et l'Etat a garanti l'octroi d'une assistance au secteur privé. La délégation indienne attache une importance particulière à l'organisation de cycles d'études sur la planification économique. Ces cycles d'études pourraient avoir lieu chaque année dans un pays différent. On pourrait étudier avec profit les résultats obtenus par des pays tels que la France et le Japon. M. Simha espère que le projet de résolution sera adopté à l'unanimité.

23. M. JANTUAH (Ghana) propose de fusionner les paragraphes 3 et 6 du projet de résolution.

24. M. GUINNESS (Royaume-Uni) déclare que son pays est l'un des auteurs du projet de résolution et s'occupe depuis peu de planification économique. Il propose qu'au paragraphe 7 le mot "que" soit remplacé par les mots "de faire figurer dans" et que les mots "contiennent également" soient supprimés.

25. M. LAATTO (Finlande) déclare que les problèmes que pose l'exportation des produits primaires et des biens de consommation des pays en voie de développement sont certainement urgents, mais que les mesures visant à accélérer le taux de croissance devraient procéder d'une bonne connaissance de la façon dont la structure économique générale de ces pays doit se former. Si la croissance économique est l'objectif principal, les décisions les plus importantes sont celles qui ont trait à la formation de capital. On est donc amené à se demander comment le rythme et la part des investissements dans la production totale des pays en voie de développement peuvent être augmentés aussi rapidement que possible. On devrait insister particulièrement sur ces aspects à propos du projet de résolution.

26. La projection et la planification devraient viser à assurer une croissance à long terme, même au-delà de la Décennie des Nations Unies pour le développement. A la longue, les plans fondés sur un objectif de croissance rigide de 5 p. 100 et sur le calcul de l'accroissement des exportations de produits primaires et de biens de consommation nécessaire pour atteindre cet objectif sont insuffisants. Etant donné la faiblesse des taux de croissance de la demande extérieure, les termes défavorables de l'échange et le peu d'élasticité-revenu de la demande de biens de consommation traditionnels et de produits primaires, une spécialisation dans ces grandes catégories ne fournirait sans doute pas le courant croissant de biens d'équipement nécessaire à la réalisation des plans d'investissements intérieurs. Il est douloureux qu'une spécialisation ainsi conçue puisse amener une nouvelle division internationale du travail.

27. Le fait que les pays en voie de développement n'ont pas les possibilités que possédaient les pays industriels pour intensifier leur croissance au moyen d'une augmentation des exportations et de la consom-

mation de produits primaires et de biens de consommation est un gros obstacle à leur "démarrage" économique. C'est ce qui rend la planification économique extrêmement difficile dans les pays en voie de développement. Ainsi que l'indique l'étude du groupe d'experts, les plans nationaux des pays en voie de développement doivent être étayés par une série de mesures clairvoyantes, prises au niveau national et international. A cet égard, la délégation de la Finlande est satisfaite de voir que le Secrétariat s'efforce constamment de perfectionner les outils d'analyse nécessaires à l'évaluation du processus de croissance d'un modèle économique à l'échelle mondiale. Chaque pays, lorsqu'il prend une décision de principe, doit tenir compte avant tout de l'effet de l'industrialisation sur l'offre probable de biens d'équipement.

28. Certes, l'épargne intérieure des pays en voie de développement doit former la principale source de formation de capital, mais il n'en est pas moins clair qu'elle ne suffit pas à elle seule à assurer un taux sensiblement plus élevé de formation de capital sans pour autant imposer des restrictions très sévères à la consommation individuelle. Il ne faut pas perdre de vue que l'objectif fixé pour la contribution des pays industriels à l'assistance internationale, à savoir au moins 1 p. 100 de leur revenu national, doit surtout permettre aux pays en voie de développement d'augmenter leurs investissements sans restreindre considérablement la croissance de la consommation individuelle ni entraîner un taux extrêmement lent de croissance "naturelle".

29. Le projet de résolution souligne l'importance d'échanges de renseignements entre les commissions économiques régionales et d'autres organismes de l'ONU, aussi bien qu'entre Etats, au sujet des résultats obtenus en matière de planification. La croissance de la demande dans les pays en voie de développement jouera un rôle de plus en plus important dans leur expansion économique, et il est donc nécessaire d'encourager la coopération économique entre ces pays et d'élargir les débouchés qui s'offrent à leurs produits. La coordination de la planification économique permettra de réaliser des progrès dans ce sens. La délégation de la Finlande votera donc pour le projet de résolution.

30. M. CRISTUREANU (Roumanie) déclare que la planification en vue du développement économique a fait l'objet de maintes discussions au sein des différents organismes des Nations Unies. Il rappelle à ce propos la résolution 1708 (XVI) de l'Assemblée générale. Les études sur l'économie mondiale et plusieurs déclarations qui ont été faites devant la Commission ont montré qu'il était urgent d'établir des plans nationaux, l'écart entre pays en voie de développement et pays industriels ne cessant de croître. Ainsi que l'indique l'étude du groupe d'experts, les pays en voie de développement ont vu dans l'élaboration et la mise en œuvre de ces plans le moyen le plus efficace d'assurer le progrès économique et d'améliorer leur niveau de vie. Des déclarations semblables figurent dans le rapport sur la troisième session du Comité du développement industriel (E/3781).

31. Les discussions ont montré que la planification donnait les meilleurs résultats lorsque les plans étaient préparés suivant certains principes. Un seul organisme d'Etat doit formuler les plans; la coopération la plus étroite doit exister entre cet orga-

nisme, les ministères et institutions intéressés et les organes locaux, communaux, cantonaux et provinciaux; il faut maintenir un équilibre convenable entre les différentes branches de l'économie, la production et la consommation, les circonscriptions administratives, les importations et les exportations, les dépenses et les revenus. Le niveau économique des régions arriérées doit être relevé comme il convient et il doit y avoir une coordination équilibrée entre les plans courants et les plans à long terme. Une planification bien conçue permettrait d'assurer le plein emploi, de développer les ressources nationales et d'améliorer régulièrement le niveau de vie.

32. En mettant ses ressources en valeur sur la base d'une planification scientifique, la Roumanie a réussi à développer harmonieusement toutes les branches de son économie. Les forces de production sont équitablement réparties entre les différentes régions du pays, qui peuvent ainsi se développer d'une manière équilibrée. L'expérience de la Roumanie montre le grand rôle que joue le secteur public dans la planification. Les plans annuels sont formulés avec la large participation d'un personnel hautement qualifié. Les entreprises sont informées des objectifs du plan avant le début de chaque année, de façon qu'elles puissent prendre les mesures nécessaires pour assurer un accroissement soutenu de la production dès le début de l'année. Les caractéristiques, les capacités et les besoins des différentes régions sont pris en considération. Les plans annuels confirment et précisent les prévisions du plan à long terme et tiennent compte de nouveaux facteurs économiques. L'expérience aidant, les méthodes et les types de planification se perfectionnent. Une évaluation détaillée des rapports entre les différentes branches de l'économie permet d'établir un plan optimum. Sur la base de la théorie de la corrélation, on fait des prévisions touchant la production, la consommation, le produit social et le revenu national, ainsi que le coefficient d'élasticité de la demande de biens de consommation. Le commerce extérieur de la Roumanie s'est accru en même temps que l'ensemble de sa production.

33. Soucieuse de mettre son expérience en matière de planification à la disposition des pays en voie de développement, la Roumanie est l'un des auteurs du projet de résolution, et elle espère que ce texte sera adopté à l'unanimité.

34. M. SOUSSANE (Maroc) déclare que les pays en voie de développement s'efforcent de développer rationnellement tous les secteurs de leur économie grâce à la mobilisation de toutes leurs ressources et sont conscients de la nécessité d'adapter leur économie à des situations et à des besoins nouveaux. La meilleure façon d'y parvenir est de préparer des plans de développement détaillés accordant une importance égale à tous les aspects du développement. La nature des plans et leurs résultats varient d'un pays à l'autre suivant qu'il y a ou non un nombre suffisant de planificateurs qualifiés. Par l'expérience qu'ils ont acquise et par des arrangements bilatéraux et multilatéraux, les pays en voie de développement ont réussi à combler certaines des lacunes dans leurs connaissances, mais leurs besoins restent considérables.

35. La délégation du Maroc espère que le projet de résolution, dont elle est coauteur, sera adopté à l'unanimité. Elle accueille avec satisfaction la demande tendant à ce que l'Organisation des Nations

Unies aide encore davantage les instituts de planification régionale. Cette aide est extrêmement importante pour les pays en voie de développement, en particulier pour ceux qui cherchent une formule d'intégration économique, par exemple les pays du Maghreb. A cet égard, la planification régionale est essentielle. Une planification de ce genre incombe exclusivement aux pays intéressés et doit donc être en accord avec leurs politiques communes. Ces pays bénéficieront néanmoins de l'expérience déjà acquise par d'autres groupements régionaux et de l'assistance technique fournie par les Nations Unies. En renforçant les instituts de planification régionale, celles-ci contribueraient efficacement au développement en général et au progrès des régions intéressées.

36. M. AYARI (Tunisie) note que la délégation du Royaume-Uni figure au nombre des auteurs du projet de résolution. La diversité des auteurs est l'aboutissement des efforts que les Nations Unies ont déployés au cours des dernières années pour faire de la planification un concept et une méthode d'action.

37. Pour les pays en voie de développement, notamment pour ceux qui commencent seulement à établir des plans, la planification ne peut consister seulement dans le rassemblement de données et la fixation d'objectifs quantitatifs. Pour eux, la planification est tout d'abord un acte de foi et de discipline collectives accepté par toute la population en vue de fixer un objectif commun. Comme l'indique l'étude du groupe d'experts, le succès de la planification suppose que la population du pays comprend la nature des plans. L'aspect social de la planification ne doit pas être sacrifié à l'aspect purement scientifique, et les Nations Unies doivent accorder une attention croissante à la diffusion de renseignements sur la planification. L'assistance des Nations Unies aux pays en voie de développement en matière de planification doit être centrée sur la préparation indispensable. Souvent, ces pays ne disposent pas d'un inventaire de leurs ressources naturelles et de leur main-d'œuvre. Ils peuvent apprendre beaucoup de l'expérience acquise par l'Union soviétique dans le domaine de la planification. Ainsi, la comptabilité nationale de l'Union soviétique est fondée sur un système d'indicateurs qui forme la balance de l'économie nationale. L'évaluation des ressources matérielles et de la main-d'œuvre est aussi importante que la comptabilité financière elle-même, et les plans financiers sont utilisés comme moyen de vérifier la cohérence du plan économique national. De plus, les Nations Unies devraient accorder plus d'attention à l'expérience de l'Union soviétique en matière de planification par secteur; celle-ci devrait être étudiée par les pays en voie de développement. L'importance de la planification par secteur a souvent été négligée au profit d'objectifs d'une nature plus générale.

38. En ce qui concerne la planification au niveau international, les Nations Unies cherchent à définir l'écart qui sépare les pays industriels des pays en voie de développement et à fixer un objectif de croissance annuelle pour les pays sous-développés. Cette méthode présente de graves inconvénients. Les différents pays éprouvent eux-mêmes des difficultés économétriques et statistiques, et il est encore plus difficile de faire des projections valables pour tous les pays en voie de développement, qui se trouvent à des stades de développement différents. La planification internationale et la fixation d'un objectif de croissance internationale doivent rester

pour l'instant un sujet d'étude, et les Nations Unies doivent s'efforcer avant tout d'aider chaque pays à formuler ses plans nationaux.

39. La délégation de la Tunisie espère que le projet de résolution sera adopté à l'unanimité; à son avis, cependant, l'étude du groupe d'experts ne doit figurer que pour information dans la documentation établie à l'intention de la troisième session du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, et il ne doit pas faire l'objet d'une discussion au fond.

40. M. VIDAL ZAGLIO (Uruguay) déclare que le fait que le projet de résolution ait été présenté par des pays se trouvant à divers stades de développement et ayant des systèmes politiques et économiques différents est de bon augure. Sa délégation attache beaucoup d'importance aux travaux du Centre des projections et de la programmation économiques et des instituts de planification régionaux. Elle appuie toutes les dispositions du projet de résolution, en particulier la demande tendant à soumettre l'étude du groupe d'experts au Comité préparatoire.

41. M. SMID (Tchécoslovaquie) annonce que les auteurs du projet de résolution sont en mesure d'accepter l'amendement au paragraphe 7 proposé par la délégation du Royaume-Uni.

A l'unanimité, le projet de résolution (A/C.2/L.744/Rev.1), ainsi modifié, est adopté.

b) Action de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du développement industriel: rapport du Conseil économique et social (E/3781, annexe VIII; A/5503, chap. IV; A/5534 et Add.1 et 2, A/5535 et Add.1 à 5, A/C.2/221, A/C.2/L.740/Rev.1) [suite]

42. M. ALI (Pakistan) déclare que les auteurs du texte révisé de projet de résolution (A/C.2/L.740/Rev.1) ont cherché à tenir compte des points de vue exprimés par d'autres délégations. Le dernier alinéa du préambule du texte original a été supprimé et un membre de phrase a été ajouté au paragraphe 1

du dispositif. On a sensiblement remanié le paragraphe 2 pour donner satisfaction aux représentants de certains pays industriels. Au paragraphe 3, il a été fait mention des ressources naturelles pour prendre en considération le point de vue des délégations du Ghana et de la Nigéria, et le paragraphe 4 a été modifié.

43. M. JANTUAH (Ghana) n'est pas entièrement satisfait du nouveau libellé du paragraphe 3 du dispositif et ne peut accepter le texte que s'il est remanié de la façon suivante: "... eu égard tant aux rapports étroits qui existent entre le développement industriel et les ressources naturelles et à l'utilité d'une coopération étroite...".

44. M. KANO (Nigéria) partage ce point de vue.

45. M. AYARI (Tunisie) remercie les auteurs du projet de résolution de leur esprit de coopération. Des divergences existent toujours en ce qui concerne le calendrier des changements de structure du mécanisme des Nations Unies pour le développement industriel. Aucune décision ne devra être prise avant que les organismes des Nations Unies soient en mesure d'étudier soigneusement la question. Les mots "opérer d'urgence des changements", au paragraphe 2 du dispositif, ne concordent pas avec le paragraphe 3; il faut donc supprimer "d'urgence". De plus, les mots "une nouvelle organisation" devraient être remplacés par les mots "une organisation adéquate", expression utilisée dans l'amendement tunisien (A/C.2/L.773). Ce libellé serait plus logique et plus conforme au paragraphe 3, qui ne préjuge pas le genre d'organisation à créer. La délégation de la Tunisie émet des réserves quant à l'association qui est envisagée au paragraphe 3 entre les ressources naturelles et le développement industriel. La question des ressources naturelles est extrêmement complexe; elle a des répercussions juridiques, politiques et sociales aussi bien qu'industrielles et ne peut pas être examinée par un organisme technique.

La séance est levée à 18 h 5.